



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1996/986
27 novembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 27 NOVEMBRE 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE
SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE
DE MACÉDOINE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Veillez trouver ci-joint le texte d'une déclaration concernant le rapport
du Secrétaire général sur la Force de déploiement préventif des Nations Unies
présenté en application de la résolution 1058 (1996) du Conseil de sécurité
(S/1996/961) (voir annexe) que j'avais l'intention de prononcer devant le
Conseil.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la
présente lettre et de la déclaration ci-jointe comme document du Conseil de
sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République
de Macédoine auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Denko MALESKI

ANNEXE

Allocution devant être prononcée devant le Conseil de sécurité par
le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine
auprès de l'Organisation des Nations Unies, le 27 novembre 1996

Je voudrais vous féliciter d'assurer la présidence du Conseil et affirmer que la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) – la première mission préventive de l'Organisation des Nations Unies – est l'un des grands succès de l'Organisation. Le secret de ce succès est simple : un gouvernement résolu à préserver la paix et une organisation internationale disposée à prêter son aide ont étroitement collaboré au service d'une cause commune.

C'est la voix de la raison et de la tolérance qui a eu le dessus en République de Macédoine. Bien que vivant dans une région où les haines ethniques ont causé plusieurs guerres au cours des quatre dernières années, nous avons su, partant du principe que nous appartenons tous à l'humanité quelles que soient nos origines ethniques, préserver notre cohésion. Loin de diaboliser les minorités nationales, nous avons constamment mis en avant la longue vie commune qui les unit au peuple macédonien. La politique d'autodétermination par des voies pacifiques qui nous a menés à l'indépendance a préservé nos bonnes relations avec toutes les anciennes républiques yougoslaves. Nous entretenons aujourd'hui des relations diplomatiques en bonne et due forme avec les membres de l'ex-Fédération, avec lesquels nous avons en outre noué des liens étroits de coopération économique grâce à la création de zones de libre-échange. Nous entretenons également des relations avec tous nos voisins, et contribuons ainsi à la paix et à la stabilité dans la région des Balkans.

Nous sommes reconnaissants à tous les membres de la communauté internationale qui nous ont tendu la main pour nous aider à parvenir à ce que beaucoup prétendaient être impossible dans les Balkans : l'obtention de l'indépendance par voie de négociation et la tolérance ethnique grâce à la mise en place d'institutions démocratiques.

En maintenant des troupes sur nos frontières, l'Organisation des Nations Unies a soutenu l'intégrité territoriale de la République de Macédoine. Elle nous a aussi donné le temps de mettre sur pied une force de défense crédible après le retrait de l'armée yougoslave.

Le nouveau statu quo territorial issu de la dissolution de l'ex-Fédération yougoslave est toujours très instable. Les blessures que les guerres récentes ont infligées à trois des cinq nouveaux États sont encore très profondes, et il faudra du temps avant qu'elles ne se cicatrisent. C'est la principale raison qui rend nécessaire la présence de forces militaires étrangères dans la région en ce moment.

La République de Macédoine, qui est parvenue à l'indépendance en empruntant des voies pacifiques pour affirmer son droit à l'autodétermination, avait aussi besoin d'assistance. De concert avec l'Organisation des Nations Unies, nous avons opté pour une force préventive car, si la Macédoine est considérée comme une source potentielle d'instabilité, ce n'est pas parce qu'en tant qu'État elle

/...

fait peser une quelconque menace sur quiconque, mais en raison des desseins politiques et territoriaux que d'autres pourraient avoir sur son territoire et son peuple.

Les haines ethniques ont à plusieurs reprises plongé la région dans la guerre au cours du XXe siècle, mais il ne faut pas voir là une fatalité historique. Le XXe siècle a aussi été caractérisé par la progression de la justice et de la démocratie dans le monde, et, dans les Balkans, les périodes de coexistence pacifique entre les divers groupes ethniques et religieux sont bien plus longues que les périodes de violences. Pour empêcher la résurgence de flambées de violence au XXIe siècle, il faut que les nouveaux États respectent les codes de conduite internationaux et qu'ils deviennent des sociétés civiles démocratiques. C'est là le grand défi que nous devons maintenant relever. Malheureusement, il faudra du temps pour y parvenir.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité doit décider de l'avenir de la FORDEPRENU en Macédoine. La mission a fortement contribué à la stabilité dans le sud des Balkans. Mon gouvernement estime que son mandat devrait être prorogé pour une nouvelle période de six mois et que toute réduction de ses effectifs amoindrirait son efficacité.

Le Conseil de sécurité doit se garder de prendre à la hâte des décisions qu'il y aurait lieu de regretter par la suite. Une longue guerre particulièrement atroce vient de se terminer dans la région, mais cela ne signifie pas que le comportement des États, des groupes ethniques et des individus va immédiatement changer. L'état d'esprit qui prévaut dans les Balkans est toujours empreint d'agressivité.

Les Balkans ont besoin de temps pour s'adapter aux nouvelles réalités : nouveau statu quo territorial, impératifs de la coopération interétatique, état de droit, démocratie et droits de l'homme.

Les Balkans ont besoin de temps pour s'adapter à la paix. L'Organisation des Nations Unies devrait suivre de près le rythme de cette adaptation et prendre ses décisions en conséquence.
